

## Politique | Didier Lallement, le nouveau préfet de région pense "environnement"



Officiellement arrivé lundi à la suite de Pierre Dartout, Didier Lallement nouveau Préfet de région Nouvelle-Aquitaine, de la Zone de défense Sud Ouest et de la Gironde, s'est présenté ce mercredi à la presse. L'occasion d'évoquer sa carrière qui l'a amené à « découvrir l'Etat dans toutes ses facettes et ses différentes sphères », et de partager son premier regard sur quelques dossiers régionaux. Un regard marqué d'un intérêt fort sur les questions environnementales, l'homme ayant été particulièrement marqué en cela par un passage de 2005 à 2010 au « super ministère » de l'Ecologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Il y aura d'ailleurs croisé pour quelques semaines Alain Juppé, avant que le Ministère ne passe aux mains de Jean-Louis Borloo.

Là où son prédécesseur Pierre Dartout était d'origine Limousine, amateur de rugby, et ayant assumé des responsabilités dans les Pyrénées-Atlantiques, Didier Lallement l'admet volontiers, hormis quelques passages à Bordeaux, il ne connaît pas la région dans laquelle il vient d'arriver. Ce qui, glisse-t-il « peut parfois être un avantage ». En tout état de cause, la nouveauté et le changement de sphères et de lieux à l'intérieur de l'appareil d'Etat est pour le moins un marqueur du parcours du haut fonctionnaire. A son actif, notamment, et dans le désordre, cinq postes de Directeur d'administration centrale, trois années de présidence de la section énergie à la Cour des comptes, où il a d'ailleurs accueilli Vincent Feltesse il y a quelque mois, ou encore plusieurs postes territoriaux à la tête de préfectures de département et de région. Pour autant, une responsabilité à la dimension de la Nouvelle-Aquitaine, (12 départements suite à la réforme territoriale), c'est « une première » pour lui, avec « le défi d'animer sur une telle échelle la collégialité des préfets et la synergie des services de l'Etat ».

### "Nous constatons de visu le changement climatique"

De ce riche parcours, il retient spontanément qu'il « connaît bien » les Ministères de l'Intérieur et de l'Ecologie. Un ministère qu'il considère d'ailleurs comme devant être « aussi important que le ministère de l'Intérieur ». Il ne dit pas le mot, mais le nouveau Préfet de Région de Nouvelle-Aquitaine a clairement en la matière quelques "convictions". « Nous sommes une génération qui constate de visu le changement climatique », regrette-t-il citant l'érosion du littoral « comme une situation d'urgence et de gravité », la disparition des insectes ou encore la

nécessaire préservation de l'habitat animal « à traiter de la même façon que l'habitat humain ». Un penchant sur les sujets environnementaux qui traverse aussi ses analyses des dossiers régionaux.

Des dossiers dont la priorité reste « le pack sécuritaire ». Un "deux en un", « absolument essentiel » qui recouvre la menace terroriste, « qui existe , même s'il y a des phénomènes de radicalisation moins spectaculaires que sur d'autres territoires », et la sécurité publique avec « une région soumise aux cambriolages ». Second gros dossier, l'unité de la région en terme de « cohérence de développement entre un littoral et une métropole particulièrement dynamiques, et un arrière-pays qui l'est moins. »

## "Il faut une suite à l'histoire de la LGV"

Sur la Métropole, le Préfet présent depuis quelques jours a ainsi déjà pu constater que le « problème de transport est prégnant ». Vantant les Assises de la mobilité mises en oeuvre par son prédécesseur et les idées qui sont écloses, Didier Lallement, prêche déjà non pas pour une solution unique mais pour une multiplicité des solutions « concrètes et visibles par les habitants » pour répondre au problème de trafic de la rocade bordelaise notamment. « Stockage des poids lourds, utilisation de la bande d'arrêt d'urgence, amélioration du réseau ferré... Sans doute la réponse est dans la complémentarité des solutions. » La solutions des barreaux autoroutiers suscite par contre, un moindre enthousiasme : « c'est une solution à 20 ans. Il faut des solutions qui soient à l'échelle du développement très rapide de la métropole », estime-t-il.

Sur la question des transports et plus particulièrement de la LGV, « maintenant qu'elle est arrivée à Bordeaux, il faut une suite à l'histoire de la LGV mais pour ça, il faut des financements et que la Déclaration d'Utilité Publique ne soit pas annulée par la justice, et sur ces deux points, ça dépasse le cadre des compétences du Préfet de Région ». Tout est dans la nuance donc. Cela dit, relancé sur la proposition d'Alain Rousset de mettre en place une écotaxe sur les poids lourds, comme base de financement, Didier Lallement retrouve sourire et nuance : « A titre personnel, je suis un initiateur de la taxe sur les poids lourds qui a entre-temps été abandonnée, je suis donc plutôt favorable à l'idée. Mais en temps que Préfet de région, je ne peux pas me prononcer »...

## "L'environnement n'est pas contre le monde agricole"

Nuance, teintée de transition énergétique, aussi sur les sujets économiques et notamment sur le dossier Ford Aquitaine Industrie. Reconnaisant le dossier comme « extrêmement préoccupant », et « souhaitant ardemment » que les projets de nouvelle boîte de vitesse de Ford se fasse au sein de l'usine de Blanquefort, le Préfet de région s'interroge aussi sur la pérennité de cette solution. « Avec le développement incontournable de la voiture électrique (dans laquelle il n'y a pas de boîte de vitesse, ndr) cette solution, si elle est souhaitable aujourd'hui, n'est pas une solution de long terme », avertit-il.

Questionné sur le premier secteur économique de la région, l'agriculture, ses convictions restent de mise en évoquant la nécessité pour l'agriculture de s'adapter aux attentes de la société avec l'illustration du bio. « L'environnement n'est pas contre le monde agricole, sinon tout le monde a perdu. Mais en même temps, il faut penser un autre modèle que celui qui a été imposé, car il l'a été, aux agriculteurs depuis des décennies. Il faut sortir de ce modèle destructeur, y compris pour eux-mêmes. C'est une question difficile car la PAC n'est pas construite comme ça, ce qui fait porter la contradiction sur les agriculteurs eux-mêmes. Il faut les accompagner pour qu'il ne se sentent pas marginaliser ». Autrement dit « éviter la rupture » avec le monde agricole et dans le même temps, ajoute-t-il soutenir « la ruralité ».

Un discours souvent tout en nuances... dans l'attente de l'épreuve des faits.



Solène Méric

*Crédit Photo : Aqui.fr*  
*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 14/12/2017*  
*[Url de cet article](#)*